

Résistance rationnelle : mobilisation des propriétaires contre l'incinération des déchets à Canton

AMY ZHANG

RÉSUMÉ : Cet article examine la logique et la structure de l'opposition des propriétaires de logements à la valorisation énergétique des déchets (VED) par incinération à Canton. Nous montrerons en quoi le concept de « résistance rationnelle » mis en avant par les propriétaires militants constitue un moyen d'appréhender les conflits environnementaux urbains en Chine. Les propriétaires urbains utilisent la résistance rationnelle pour se distinguer à la fois des villageois et de l'État. La place centrale accordée à la rationalité sert à critiquer la dépendance du gouvernement envers la technologie pour résoudre le problème social de la gestion des déchets.

MOTS-CLÉS : Chine, environnement urbain, propriétaires, politique des conflits, études des sciences et technologies, gestion des déchets, valorisation énergétique par incinération, infrastructure, écologisme.

« Nous exprimerons nos demandes de façon rationnelle »⁽¹⁾.

J'ai entendu pour la première fois le terme rationnel (*lixing* 理性) lors d'un entretien avec des résidents urbains de Panyu, un arrondissement urbain du sud de Canton, durant l'été 2010. Notre conversation a eu lieu plusieurs mois après l'annulation d'un projet d'incinérateur pour la valorisation énergétique des déchets (VED) suite à l'opposition de propriétaires et de villageois résidant à quelques kilomètres du site du chantier. Une des personnes que j'ai interrogée a insisté sur la volonté des propriétaires d'agir rationnellement dans le cadre de leur stratégie de négociation avec les autorités. Me souvenant alors que la littérature scientifique sur la résistance locale aux projets d'infrastructure – souvent réduite à des mouvements *Nimby*, acronyme de l'expression *Not in my backyard* (Pas dans mon jardin) – montrait la tendance des opposants à présenter leurs arguments comme étant motivés par la raison, plutôt que l'émotion ou l'intérêt personnel, j'ai donc prêté peu d'attention à l'utilisation de ce terme⁽²⁾. Mais au cours des deux années qui ont suivi, lors d'autres conversations avec des propriétaires hostiles à la VED par incinération, j'ai remarqué que le concept de rationalité surgissait fréquemment durant les entretiens, et qu'il apparaissait à la fois dans les pétitions adressées aux autorités et rédigées à la première personne, et dans les lettres de pourvoi en appel. J'ai alors commencé à m'interroger sur la manière dont les protestataires de l'écologie urbaine utilisaient le concept de « rationalité » pour structurer leurs arguments et appuyer leurs demandes.

Cet article présente un état des lieux du débat sur la VED par incinération à Canton, en Chine, et analyse comment les propriétaires militants prenant part aux conflits environnementaux urbains envisagent et définissent leur résistance. L'article examine les arguments contre

des technologies que les propriétaires considèrent, avec d'autres résidents urbains, comme comportant un risque considérable pour l'environnement et la santé, alors que l'État les juge avancées et sûres. Je me suis concentrée sur les propriétaires vivant dans des communautés fermées (*gated communities*) proches des sites envisagés pour la construction des équipements d'incinération dans les arrondissements de Panyu et Huadu, à Canton, et qui se sont le plus activement opposés à l'incinération depuis 2009. Cette année-là, les projets gouvernementaux de construction de plusieurs incinérateurs à Canton, pour répondre à la croissance rapide du volume des déchets, ont suscité un débat public relayé par les médias et suivi dans l'ensemble du pays. Les citoyens ont débattu des conditions et des lieux où la VED par incinération pourrait constituer une technologie appropriée pour le traitement des déchets.

Cet article n'aurait pu être rédigé sans la participation de nombreux citoyens protestataires, propriétaires et villageois, qui ont pris un risque en acceptant de me parler. Merci à Anna Lora-Wainwright et Peter Kirby de m'avoir invitée à présenter une version antérieure de cet article lors de la conférence intitulée Cartographie des cultures environnementales (Mapping Environmental Cultures) à l'Université d'Oxford en septembre 2013. Je souhaite aussi remercier Sarah A. Moore pour ses commentaires pertinents et Thomas Johnson pour son soutien attentionné. Ralph Litzinger, par ses excellents commentaires, m'a permis de développer mon argumentation. Helen F. Siu, comme toujours, a su mettre en avant les éléments centraux de la réflexion grâce à une lecture patiente et attentionnée. J'aimerais également exprimer ma reconnaissance aux relecteurs anonymes pour les suggestions de sources supplémentaires et les moyens d'améliorer l'article. Enfin, je remercie tout particulièrement Bettina Gransow de m'avoir permis de participer à ce numéro. Cette recherche, menée dans le cadre d'une thèse de doctorat, a été financée par l'Université Yale, la Fondation Wenner-Gren, le Social Science Research Council et la National Science Foundation.

1. Entretien du 16 août 2010.
2. Kristy Michaud, Juliet Carlisle et Eric Smith, « Nimbyism vs. environmentalism in attitudes toward energy development », *Environmental Politics*, vol. 17, n° 2, 2008, p. 20-39.

Au cours des nombreuses heures passées auprès des militants, j'ai constaté que les résidents avaient des opinions diverses sur la VED par incinération⁽³⁾. Certains estiment que les incinérateurs sont dangereux ou remettent en question la capacité des autorités à gérer ces projets, tandis que d'autres se disent favorables à cette technologie et souhaitent simplement que les installations soient déplacées plus loin de leurs lieux d'habitation. Par ailleurs, les militants de Panyu et Huadu n'ont pas choisi tout à fait la même ligne de défense. Ceux de Panyu mettent en avant la nécessité de recycler alors que ceux de Huadu cherchent avant tout à inciter les autorités à changer les sites des incinérateurs. Cependant, les deux groupes de propriétaires insistent sur l'aspect « rationnel » de leur approche.

Je soutiens l'hypothèse selon laquelle les propriétaires mettent en avant leur « rationalité » comme un moyen rhétorique d'asseoir une position politique distincte de celle des activistes des zones rurales – leurs alliés objectifs – et de celle de l'État, voire opposé à elles, et plus particulièrement pour lutter contre l'approche étatique de la modernisation à travers des solutions technologiques. Je montrerai que la posture de « rationalité » des propriétaires urbains leur permet de produire deux effets. Premièrement, elle différencie leur opposition, sur le fond et la forme, de celle des villageois, créant ainsi de nouveaux modes de résolution des conflits fondés sur le dialogue et la négociation, par opposition à ce que les propriétaires voient comme une propension des villageois à faire appel aux « émotions ». Deuxièmement, le terme « rationalité » place leur argumentation dans un discours scientifique visant à contester la légitimité de politiques publiques qui se reposent sur la technologie pour assurer la gestion des déchets. En offrant leur solution, plus « rationnelle », les propriétaires affirment qu'une approche adaptée de la gestion des déchets implique non seulement des moyens technologiques, mais un changement global de la gestion du cycle des matériaux au sein de la société. Cet article commence par un bref tour d'horizon de la question des déchets dans l'environnement urbain en Chine et du militantisme que cette question a fait naître chez les propriétaires de Canton. J'analyserai la montée du militantisme des propriétaires dans le cadre des travaux sur les conflits citoyens et environnementaux afin d'examiner comment la résistance rationnelle sert à la fois de tactique de différenciation et de critique des politiques de gestion des déchets conduites par l'État.

Le problème écologique des déchets urbains en Chine

En Chine, depuis les réformes économiques, les infrastructures de traitement des déchets urbains subissent une pression croissante imposée par la progression de la consommation et du tout jetable. En 2004, la Chine est devenue, à la place des États-Unis, le premier pays producteur de déchets au monde et, d'ici à 2030, le volume annuel de déchets solides produits par la Chine devrait encore augmenter de 150 %, passant de 190 à 480 millions de tonnes⁽⁴⁾. Les 18 millions d'habitants de Canton produisent tous les jours 18 000 tonnes de déchets solides⁽⁵⁾.

La valorisation énergétique consiste à brûler des déchets pour produire de l'énergie, principalement sous forme d'électricité ou de carburants comme le méthanol. L'État chinois a fait de la VED par incinération la technologie de prédilection pour faire face à une crise des déchets de plus en plus aiguë. Ses partisans y voient une solution efficace pour récupérer de l'énergie sans trop tirer sur des ressources foncières devenues rares. La VED par incinération bénéficie des subventions publiques pour les énergies renouvelables

ainsi que du soutien de la Banque asiatique de développement et du Mécanisme de développement propre (MDP). Les documents de politique nationale, comme le « 12^e plan quinquennal pour la construction d'installations inoffensives d'élimination des déchets ménagers urbains au niveau national » (publié en 2012) établissent des objectifs de 35 % de déchets traités par incinération, et plus de 48 % dans les villes plus développées de la côte orientale, d'ici à 2015, contre 12,88 % en 2005. À l'automne 2013, il y avait deux sites de VED par incinération à Canton ; l'un brûlait 1 000 tonnes de déchets par jour, l'autre 2 000 tonnes dans sa phase d'essai. D'ici à 2015, la ville espère porter le volume total de déchets traités par incinération avec valorisation énergétique à 62 % en construisant cinq installations supplémentaires⁽⁶⁾.

L'approche technocratique de la gestion des déchets adoptée par l'État à travers la VED par incinération témoigne d'un désir de modernisation écologique où les déchets sont transformés en énergie avec un minimum de sous-produits⁽⁷⁾. Le soutien de l'État à la VED par incinération est renforcé par ce que James Scott appelle une idéologie ultra-moderniste, caractérisée par une foi inébranlable et utopique dans la capacité du progrès scientifique et technologique à apporter des améliorations sociales⁽⁸⁾. Les pouvoirs publics dépendent des experts en matière de déchets (scientifiques et ingénieurs) pour justifier techniquement les dispositifs adoptés et, par extension, légitimer implicitement leur vision du remodelage de l'environnement urbain moderne⁽⁹⁾.

Mais ces projets de modernisation souhaités par l'État se sont heurtés au cours de leur mise en œuvre à des groupes de propriétaires ayant acheté des logements proches des incinérateurs. Au cours des dix dernières années, les plans visant à construire un grand nombre d'incinérateurs pour la VED ont suscité des protestations dans plusieurs centres urbains, notamment Pékin, Hangzhou et Wuxi⁽¹⁰⁾. Ces conflits autour des incinérateurs exacerbent la tension entre la volonté étatique d'utiliser la technologie comme marqueur de développement et la suspicion croissante des citoyens vis-à-vis de

3. Cet article s'appuie sur des entretiens de fond conduits auprès de 20 propriétaires militants au cours des étés 2010 et 2011, et de mai 2012 à août 2013. La durée minimum des entretiens était d'une heure et le plus long a duré quatre heures. J'ai eu l'occasion de rencontrer des propriétaires de Huadu durant leurs actions de protestation et d'assister directement aux échanges avec les responsables locaux au cours des visites mensuelles pour déposer des demandes auprès du comité de gestion municipale, du bureau de l'environnement de la province du Guangdong et du comité de gestion urbaine de l'arrondissement. Les entretiens avec les propriétaires de Panyu ont eu lieu après les protestations de 2009. Afin de mettre en perspective le point de vue des propriétaires avec celui d'autres acteurs, j'ai interrogé des villageois opposés aux installations d'incinération et mesurant l'activité de ces dernières, et j'ai assisté à des débats publics sur les déchets organisés par une ONG locale. De plus, j'ai suivi plusieurs discussions entre propriétaires sur des forums et consulté des courriers échangés entre propriétaires et responsables gouvernementaux. J'ai également intégré d'autres sources, telles que des documents sur les politiques et la planification des installations de traitement des déchets, des rapports d'évaluation environnementale et des articles de presse.
4. Banque mondiale, « Waste Management in China: Issues and Recommendations », mai 2005, Working Paper n° 9, Urban Development Working Papers, Département des infrastructures de l'Asie orientale, Banque mondiale, <http://siteresources.worldbank.org/.../China-Waste-Management1.pdf> (consulté le 14 mars 2014).
5. « Recyclons nos déchets pour un Canton prospère », Prospectus du comité de gestion urbaine de Canton, 2013.
6. *Ibid.*
7. Arthur P. J. Mol et David Allan Sonnenfeld (éds.), *Ecological modernisation around the world: perspectives and critical debates*, Londres et Portland, Frank Cass, 2000.
8. James C. Scott, *Seeing like a State: How certain schemes to improve the human condition have failed*, New Haven, et Londres, Yale University Press, 1998.
9. Sheila Jasanoff (éd.), *States of Knowledge: The co-production of science and social order*, Londres, Routledge, 2004.
10. Shih-yang Kao, « Beijing Besieged by Garbage: Photographing 'Year One': Wang Jiuliang and the Reign of Garbage », *Cross Currents: East Asian History and Culture Review*, vol. 1, 2011, <http://cross-currents.berkeley.edu/e-journal/inaugural-issue> (consulté le 29 octobre 2013).

cette technologie prétendument « avancée ». Les groupes environnementaux et les résidents locaux mettent en avant la forte intensité de capital et le haut niveau de pollution de la VED par incinération. Le laxisme des normes et l'incapacité à les faire respecter se traduisent souvent par l'émission d'une multitude de toxines, notamment des particules fines, des métaux lourds et des dioxines. De plus, les opposants font valoir que l'incinération réduit l'incitation au recyclage et à d'autres méthodes de gestion des déchets plus écologiques. Depuis les manifestations de 2009 à Panyu, les villageois et les propriétaires d'autres arrondissements, notamment Huadu, Baiyun, et Chonghua se sont opposés de plusieurs manières aux installations existantes et aux projets à venir.

Les opposants aux projets d'incinération des déchets représentent une part croissante de la population urbaine de Canton. Ces résidents sont plus enclins à s'interroger et à réagir face aux problèmes d'environnement urbain tels que le smog, les cours d'eau dangereux et les infrastructures à haut risque. Les inquiétudes qui se sont fait jour au sujet de l'extension de la ligne Maglev (train à sustentation magnétique) à Shanghai en 2008, et les manifestations contre une usine de paraxylène (PX) à Kunming au début de l'année 2013, montrent de manière évidente que les résidents urbains – et non plus simplement les victimes de la pollution rurale et les écologistes – sont de plus en plus sensibles à ce que les médias et les observateurs appellent l'écologie urbaine⁽¹¹⁾. Alors que la plupart des conflits sur l'environnement urbain impliquent des parties prenantes socialement diverses – villageois, étudiants, ONG et résidents locaux – l'organisation et la participation de groupes que certains chercheurs appellent « les propriétaires de classe moyenne » ou des groupes « socialement mobiles » attirent fortement l'attention, et ce d'autant plus qu'ils étaient catégorisés comme largement apolitiques⁽¹²⁾.

Des propriétaires engagés

Les chercheurs commencent tout juste à s'intéresser à cette « classe moyenne » émergente et socialement mobile de militants écologistes chinois qui prennent part depuis peu aux manifestations et dialoguent avec les autorités. S'il est vrai que les hommes et les femmes que j'ai rencontrés lors des journées de doléances⁽¹³⁾ (*jiefangri* 接访日), dans les groupes de discussion et lors de mes entretiens étaient principalement des cols blancs âgés de 35 à 55 ans – programmeurs informatiques, chefs d'entreprise et personnel de bureau – le terme de « classe moyenne » échoue à rendre compte de l'esprit critique qui réunit ces propriétaires urbains attachés à la spécificité de leur identité⁽¹⁴⁾. Ainsi, je préfère à l'utilisation de ce terme la terminologie employée par les participants eux-mêmes pour se référer aux deux groupes qui protestent activement contre l'installation d'incinérateurs à Canton : les « propriétaires » (*yezhu* 业主), pour décrire les opposants tout juste installés dans des complexes immobiliers flambant neufs, et le terme « villageois » (*cunmin* 村民) qui désigne les populations vivant dans les villages environnants. Ces opposants à l'incinération issus d'horizons divers ont acheté des appartements en dehors du centre-ville, près des sites envisagés pour le traitement des déchets, afin de bénéficier d'un meilleur environnement – échapper au bruit, à la pollution et aux embouteillages – ou pour profiter de prix immobiliers attractifs⁽¹⁵⁾.

Zhang Li, dans son étude des propriétaires de classe moyenne à Kunming, montre que dans la Chine d'aujourd'hui, l'acquisition d'un bien immobilier – en créant un espace de confort et un havre privé – joue un rôle déterminant dans le processus de formation des classes sociales. Elle note que

lorsque les promoteurs menacent ce processus, les propriétaires ont souvent recours à une forme de militantisme civique⁽¹⁶⁾. Selon moi, l'opposition des propriétaires à l'incinération met en lumière l'impossibilité pour la classe moyenne chinoise de dissocier complètement sa quête d'un havre privé d'une dimension « publique », comme par exemple ici l'environnement urbain. Les propriétaires sont contraints de s'impliquer dans la géographie politique du développement urbain et des infrastructures dans la mesure où leur désir de posséder un bien immobilier abordable les incite à prendre part aux débats sur la gestion des déchets.

Les propriétaires de Panyu et Huadu font partie des communautés les plus bruyantes dans la lutte contre la VED par incinération voulue par l'État à Canton. L'arrondissement urbain de Panyu, au sud de Canton, a accueilli les premiers grands complexes immobiliers de la ville. Huadu, à une heure de voiture au nord du centre-ville, est un quartier plus récent, où les propriétaires peuvent s'offrir des logements spacieux pour passer le week-end en famille⁽¹⁷⁾. Ces grandes communautés fermées offrent de nombreux services facilitant la vie urbaine et, dans certains cas, s'efforcent de reproduire les quartiers typiques des banlieues d'Amérique du Nord avec petits commerces, restaurants, lacs artificiels, écoles élémentaires et pelouses impeccables. Les gardes privés patrouillent dans ces quartiers et leurs habitants doivent régulièrement s'identifier et présenter des preuves de résidence. Aux abords immédiats de ces complexes résidentiels se trouve un ensemble de villages avec des champs délimités, des bassins d'aquaculture et des petites et moyennes usines. Proches des usines du delta de la rivière des Perles et de Canton, ces villages ne ressemblent en rien aux grands espaces ruraux vides des provinces intérieures. Les villageois qui ont quitté le village pour travailler rentrent régulièrement chez eux, et les travailleurs migrants des autres régions de Chine cherchent à y louer des logements proches des usines où ils sont employés.

En 2009, la nouvelle du projet de construction d'un incinérateur dans une décharge existante du village de Huijiang à Panyu, s'est largement répandue auprès des résidents de plusieurs grands complexes immobiliers dans un rayon de 10 kilomètres autour des installations. Les résidents se sont alors livrés à des discussions animées sur les sites internet des différentes com-

11. Liu Jianqiang, « China's new "middle class" environmental protests », *China dialogue*, 1er février 2013, www.chinadialogue.net/article/show/single/en/5561-China-s-new-middle-class-environmental-protests (consulté le 2 septembre 2013) ; Jeffrey Wasserstrom, « The Pollution Crisis and Environmental Activism in China: A Q&A with Ralph Litzinger », *Dissent Magazine*, 15 mai 2013, www.dissentmagazine.org/online_articles/the-pollution-crisis-and-environmental-activism-in-china-a-qa-with-anthropologist-ralph-litsinger (consulté le 2 septembre 2013).
12. Thomas Johnson, « The Politics of Waste Incineration in Beijing: The Limits of a Top-Down Approach? », *Journal of Environmental Policy & Planning*, vol. 15, n° 1, 2013, p. 109-128.
13. Depuis 2009, les bureaux du gouvernement de Canton ont institué une journée mensuelle de doléances au cours de laquelle les habitants de la ville peuvent rencontrer les responsables locaux en personne pour exprimer leurs griefs.
14. Par exemple, les militants de l'arrondissement de Huadu ont tendance à voir les militants de Panyu comme des élites, alors que les résidents de Panyu considèrent pour la plupart que leurs complexes immobiliers intègrent une certaine diversité démographique.
15. Certains résidents sont originaires de Canton et d'autres viennent de différentes régions de Chine comme le Hunan, le Heilongjiang ou Suzhou.
16. Zhang Li, *In search of Paradise: Middle-Class Living in a Chinese Metropolis*, Ithaca et Londres, Cornell University Press, 2010.
17. Les propriétaires qui vivent à plein temps dans le quartier et ceux qui y ont acheté un logement pour investir ont participé de manière équivalente aux manifestations. Cependant, mes observations ne prennent pas en compte les propriétaires des communautés résidentielles affectées par les incinérateurs, mais qui n'ont pas manifesté ou effectué des demandes.
18. Les communautés mettent à disposition des forums de discussions pour faciliter les échanges d'informations entre résidents. On y trouve généralement des discussions ayant trait à la vie quotidienne, notamment les écoles, les hôpitaux, les prix de l'immobilier et les transports publics. Dès 2009, la VED par incinération et le traitement des déchets sont devenus des sujets comptant parmi les plus populaires. On compte par exemple sur un site plus de 200 fils de discussions et commentaires sur ces sujets.

munautés⁽¹⁸⁾. Peu après, les propriétaires ont rédigé une pétition contre les installations et fait circuler des tracts sur les dangers de l'incinération. Par ailleurs, les propriétaires ont commencé à déposer des demandes auprès du gouvernement et à écrire des lettres aux représentants à l'Assemblée nationale populaire. Le 23 novembre 2009, plusieurs centaines de personnes se sont retrouvées le jour des doléances devant le tout récent comité de gestion urbaine (*chengguanwei* 城管委) pour protester contre le projet d'incinérateur. Le gouvernement a répondu en annonçant qu'il allait repousser le projet pour permettre une plus large consultation publique. En avril 2012, après plusieurs cycles de réexamen, et pour dissiper le mécontentement populaire, le gouvernement a annoncé que le projet serait déplacé à Dagang, situé à près de 20 kilomètres du centre de Panyu. Malgré quelques désapprobations à peine audibles, les villageois du nouveau site ont été relogés et la construction a commencé au printemps 2013.

Les propriétaires de Huadu ont également protesté contre l'incinération dès 2009. Un projet lancé en 2008 a été suspendu cette année-là, au moment où l'installation de Panyu était mise en attente. Mais en 2012, des résidents ont remarqué une annonce de reprise du projet sur un site gouvernemental. Des propriétaires de plusieurs complexes immobiliers ont commencé à rendre visite chaque mois aux autorités, au niveau de la municipalité et de l'arrondissement urbain. En juin 2012, les propriétaires ont organisé une manifestation qui a rassemblé plusieurs centaines de personnes. Les résidents ont continué à formuler des demandes tous les mois et, le 12 juillet 2013, le gouvernement de l'arrondissement de Huadu a annoncé qu'il allait reconsidérer le site du projet et proposer un autre village comme candidat principal. Les résidents habitant autour de ce second site de Huadu se sont rapidement rassemblés et deux grandes manifestations ont été organisées à la fin du mois de juillet 2013. Des négociations sont en cours entre les opposants et le gouvernement.

Caractériser la résistance en Chine

Pour comprendre la structure des protestations et de la résistance des propriétaires en Chine, je me suis appuyée sur deux champs de recherche et de débats. Premièrement, le concept de résistance par le droit (*rightful resistance*) proposé par Kevin O'Brien et Li Lianjiang offre un modèle solide pour comprendre les différentes formes de résistance – particulièrement répandues en Chine – qui se situent entre les mouvements sociaux révolutionnaires et la résistance silencieuse quotidienne⁽¹⁹⁾. En s'appuyant sur des exemples de protestations dans les zones rurales, les auteurs montrent comment les opposants tentent de contraindre les autorités à agir en dénonçant le fossé entre la protection institutionnelle promise en haut lieu et le non-respect de leurs droits par les premiers échelons de l'administration. Bien que Kevin O'Brien et Li Lianjiang étendent leur modèle théorique à d'autres pays, leur raisonnement est bâti autour des manifestations paysannes en Chine et il est particulièrement adapté à la situation des protestataires ruraux ayant un accès limité à l'information et enclins à mettre en avant le devoir du gouvernement central de maintenir et de protéger les droits des citoyens.

Deuxièmement, le travail de Peter Ho et Richard Edmonds sur l'« écolisme incorporé » (*embedded environmentalism*) est fondamental pour comprendre le militantisme écologique en Chine. Selon eux, l'activisme contemporain – notamment l'écologisme prôné par les organisations non-gouvernementales (ONG) – est un mouvement fragmentaire, très localisé et hostile à la confrontation⁽²⁰⁾. Peter Ho et Richard Edmonds définissent

ce type de militantisme comme une « écologie sans conflit » où les limitations semi-autoritaires de la liberté d'expression et la confrontation directe ont conduit à des changements de stratégie politique qui ont créé de nouvelles opportunités d'organisation et d'action politiques⁽²¹⁾. Leur travail montre que les ONG forment souvent une symbiose, obtenue par la négociation, entre le parti et l'État d'un côté et les réseaux sociaux informels de l'autre. Les ONG fournissent des canaux d'interaction et de négociation avec les institutions⁽²²⁾. La « dépolitisation » réfléchie et stratégique du discours de nombreux mouvements écologistes n'est donc pas un processus restrictif, mais une stratégie politique d'adaptation permettant de concilier collaboration et résistance dans un État semi-autoritaire. Les théories de Kevin O'Brien et de Peter Ho se démarquent toutes les deux par l'attention particulière portée à la fois au fond et à la forme des conflits impliquant des citoyens dans le contexte politique chinois et par leur éclairage des modes de résistance de deux groupes – villageois et écologistes – notamment ceux qui travaillent pour des ONG ou des groupes environnementaux au niveau local. Cependant, aucun des deux ne rend compte de la méthode de résistance ou de la position des nouveaux propriétaires militants qui prennent part aux conflits environnementaux et qui ont à cœur de se distinguer des villageois sans pour autant chercher à mener des actions aussi organisées que les ONG.

En Occident, l'opposition aux nouvelles infrastructures est souvent appréhendée à travers le prisme de la recherche sur les mouvements *Nimby* et les propriétaires militants y sont dépeints comme des protestataires locaux aux intérêts étroitement définis. La recherche sur les mouvements *Nimby* s'efforce d'abord de comprendre pourquoi les participants s'opposent à des projets locaux, puis, de déterminer si cette opposition peut se transformer en un mouvement social plus large. Cette littérature a été critiquée à cause du dualisme simpliste avec lequel elle définit l'opposition locale comme étant motivée par des intérêts économiques ou personnels limités, tels que la valeur des biens immobiliers affectés par les projets, et pouvant éventuellement mener à des mouvements environnementaux et sociaux plus importants⁽²³⁾. Les discussions récentes sur le *Nimby* dans le contexte occidental se sont concentrées sur l'opposition de communautés de résidents aux nouvelles installations liées aux énergies renouvelables⁽²⁴⁾. D'autres spécialistes ont étendu la portée du concept pour intégrer celui de l'« utilisation non désirée des terres » (*locally unwanted land-use*), ou pour analyser la transition entre une opposition locale et des mouvements environnementaux plus larges – ce que l'on pourrait appeler le passage du message protestataire du « pas dans mon jardin » à « pas sur ma planète ». Des études antérieures sur les mouvements *Nimby* à Taiwan montrent comment les groupes hostiles à l'incinération utilisent les mouvements d'opposition locaux pour stimuler la participation du public et comment ces actions directes coïncident avec des mouvements démocratiques⁽²⁵⁾. Peng Lin et Wu Fengshi notent

19. Kevin J. O'Brien et Li Lianjiang, *Rightful resistance in rural China*, Cambridge et New York, Cambridge University Press, 2006.

20. Peter Ho et Richard Louis Edmonds (éds.), *China's Embedded Activism: Opportunities and constraints of a social movement*, Londres et New York, Routledge, 2008.

21. *Ibid.*

22. *Ibid.*

23. Kristy Michaud et al., « Nimbyism vs. environmentalism », *art. cit.*, p. 1.

24. Patrick Devine-Wright, « Beyond NIMBYism: towards an integrated framework for understanding public perception of wind energy », *Wind Energy*, vol. 8, n° 2, 2005, p. 125-139.

25. Hsu, Shu-Hsiang, « NIMBY Opposition and Solid Waste Incinerator Siting in Democratizing Taiwan », *The Social Science Journal*, vol. 48, n° 3, 2006, p. 453-59.

que dans un contexte où la mobilisation *Nimby* devient de plus en plus violente en Chine, le cas de Panyu ne correspond plus tellement à cette catégorie à cause de la dimension politique donnée au mouvement par les militants ⁽²⁶⁾.

De manière générale, la recherche sur le *Nimby* accorde trop d'importance à la distinction entre les revendications « environnementales » et les conflits locaux et « personnels », et néglige la panoplie de stratégies utilisées par les acteurs locaux pour se positionner et formuler leurs multiples demandes dans un contexte politique de répression étatique. La lecture *Nimby* des mouvements environnementaux commence par demander *pourquoi* les militants rejettent certains projets, s'attachant à leur logique et à leurs raisons (par exemple l'inquiétude suscitée par la pollution locale), mais subordonne finalement les intentions individuelles et les actions concrètes des acteurs à la question de savoir si des problèmes spécifiques, individuels ou localisés, peuvent ou non prendre l'ampleur d'un véritable mouvement collectif et social. Or, la portée et la possibilité de cette transition de la résistance de la sphère individuelle vers celle du collectif sont extrêmement limitées dans la Chine contemporaine. Cai Yongshun a montré que la classe moyenne avait tendance à garder ses distances par rapport aux activités susceptibles de menacer l'ordre politique, car elle a plus à gagner à le réformer et, comme les ouvriers et les paysans, elle doit faire face à une forte répression de l'État lorsqu'elle s'organise ⁽²⁷⁾. L'arrestation de trois propriétaires militantes accusés d'avoir incité des villageois à protester contre un incinérateur à Huizhou, dans la province du Guangdong, le 5 septembre 2013, illustre la difficulté de créer des alliances entre villageois et propriétaires ⁽²⁸⁾. L'un des propriétaires interrogés a souligné que l'État craignait par-dessus tout une union des propriétaires et des villageois, et que les forces de sécurité publique surveillaient de près les propriétaires qui tentaient de solliciter les villageois ⁽²⁹⁾.

Thomas Johnson a également mis en avant l'invocation de la « rationalité » par les activistes pour faire de leur lutte contre l'installation d'incinérateurs une question de santé publique ⁽³⁰⁾. Thomas Johnson soutient que poser le débat en termes de santé publique permet aux militants de ne pas se voir accolé l'étiquette infamante du *Nimby* et d'acquiescer une légitimité politique tout en évitant les formes de contestation trop subversives. Comme je le montre dans mes recherches, l'articulation des demandes de propriétaires en termes de « résistance rationnelle » n'est cependant pas un acte purement stratégique visant à échapper à l'étiquette *Nimby*. Cette rationalité laisse également transparaître l'aspiration des propriétaires à trouver une identité politique alternative impliquant de nouveaux modes d'action sur le processus de prise de décisions liées aux infrastructures publiques afin de remettre en question la légitimité de la science et de la technologie promues par l'État.

La recherche sur la réception de la technologie par le public au sein des études de science et technologie (*science and technology studies*) et sur la manière dont les citoyens formulent leur opposition à la VED par incinération met en lumière la logique et les effets particuliers du rejet des grands projets d'infrastructure par les citoyens et la façon dont ils se prévalent de la science pour refuser et critiquer une certaine technologie d'État ⁽³¹⁾. Ces recherches ont notamment l'avantage de montrer que les experts profanes et les connaissances quotidiennes peuvent se révéler plus efficaces pour évaluer les risques potentiels et la pollution ⁽³²⁾. De plus, les controverses environnementales ont fortement incité les citoyens à évaluer la légitimité des affirmations scientifiques favorisant certaines technologies et nombreux sont ceux qui se sont réappropriés la science pour questionner le statut de ces technologies désignées comme horizon de la modernité et du dévelop-

pement ⁽³³⁾. Dans les pays du Nord, les recherches sur la production scientifique contestent le discours de séparation de la science et de la politique qu'elles considèrent comme une caractéristique fondamentale de la modernité ⁽³⁴⁾. Le cas de la Chine est un exemple intéressant de la manière dont les citoyens des pays du Sud s'approprient le discours sur la rationalité pour critiquer la volonté étatique de réaliser une modernité technologique dans un contexte où les citoyens sont conscients de l'influence de la politique sur la science.

« Nous ne sommes pas des villageois » : La résistance rationnelle comme tactique de différenciation

« Les villageois sont motivés par la passion, nous [les propriétaires] sommes plus rationnels » ⁽³⁵⁾.

Le jour des doléances, les propriétaires de logements, qui ont pour la plupart pris une matinée de congé, arrivent un par un devant le bureau du comité de gestion municipale pour plaider leur cas auprès des fonctionnaires. Alors que les porte-parole des villageois qui ont terminé de présenter leurs doléances sortent du bureau, un groupe de propriétaires commence à se réunir dehors. En partant, villageois et propriétaires échangent quelques mots. Étant donné la localisation des installations d'incinération à la périphérie des villes, les villageois affectés par les installations de traitement des déchets semblent être les alliés naturels des propriétaires, dans la mesure où ils subissent tout autant la pollution et qu'ils sont confrontés non pas tant à la perte de valeur de biens immobiliers, mais à la menace bien plus grave du relogement. En dépit d'intérêts et de tactiques de protestation similaires, les propriétaires n'en cherchent pas moins à insister de manière stratégique sur leur rationalité pour s'inscrire dans un nouveau cadre d'engagement politique et se distinguer des villageois.

« Nous préférons les mots à la violence » (*wendou bushi wudou* 文斗不是武斗) ⁽³⁶⁾. En interrogeant un propriétaire lors d'une journée de doléances, celui-ci a souligné la nécessité d'adopter une expression rationnelle (*lixing biaoda* 理性表达) pour protester efficacement ⁽³⁷⁾. Une lettre de pétition m'est présentée comme preuve de cette rationalité. Le document contient une longue argumentation s'appuyant sur des articles de journaux traitant

26. Peng Lin et Wu Fengshi, « Beyond NIMBYism, China's Environment Social Mobilisation », China Policy Institute Blog, 8 avril 2013, <http://blogs.nottingham.ac.uk/chinapolicyinstitute/2013/04/08/beyond-nimbyism-chinas-environment-social-mobilisation/> (consulté le 14 mars 2014).
27. Cai Yongshun, « China's moderate middle class: The Case of Homeowners' Resistance », *Asian Survey*, vol. 6, n° 5, 2005, p. 777-799.
28. *BBC China*, « Arrestation de trois opposants à la construction d'incinérateurs dans le Guangdong » (en chinois), 5 septembre 2013, www.bbc.co.uk/zhongwen/trad/china/2013/09/130905_guangdong_arrests.shtml (consulté le 29 octobre 2013).
29. Entretien du 24 avril 2013.
30. Thomas Johnson, « The Health Factor in Anti-Waste Incinerator Campaigns in Beijing and Guangzhou », *The China Quarterly*, vol. 214, n° 2, 2013, p. 356-375.
31. Peter Kirby, *Troubled Nature: waste, environment, Japan*, Honolulu, University of Hawai'i Press, 2011.
32. Brian Wynne, Sheila Jasanoff, Gerald Markel, James Petersen et Trevor Pinch, « Public Understanding of Science », in Sheila Jasanoff et al. (éds.), *Handbook of Science and Technology Studies*, Londres, Sage Publications, 1995, p. 361-388.
33. Melissa Leach, Ian Scoones et Brian Wynne (éds.), *Science and Citizens: Globalisation and the challenge of engagement*, Londres, Sed Books, 2005.
34. Bruno Latour, *Nous n'avons jamais été modernes*, Paris, La Découverte, 1991.
35. Entretien du 2 octobre 2012.
36. Entretien du 12 mai 2013.
37. Entretien du 12 mai 2013.

des problèmes liés aux incinérateurs en place, des études de cas d'ONG sur l'efficacité déclinante des incinérateurs dans plusieurs pays, dont le Japon et le Danemark, ainsi que des rapports scientifiques sur les normes environnementales. L'un des éléments clés de l'expression rationnelle tient en sa capacité à réunir des faits et des sources issus de différents dépositaires de la connaissance – les médias, les rapports scientifiques et les politiques publiques. Les journées de doléances, conçues comme un moment où les représentants des pouvoirs publics reçoivent les plaintes des citoyens, sont devenues une plate-forme d'échanges houleux entre des fonctionnaires et des militants aux discours bien rodés et aux bras chargés de rapports. Après une bonne journée de doléances, les propriétaires se targuent d'« avoir laissé les représentants des autorités municipales sans voix » (*tamen dou mei hua shuo le*)⁽³⁸⁾.

Par opposition, seul un petit groupe de dirigeants représente les intérêts de tout un village. Une des propriétaires engagée contre les projets gouvernementaux, une trentenaire employée par une entreprise étrangère, m'explique que « les villageois ne savent que répéter qu'ils sont contre les incinérateurs, sans pouvoir expliquer pourquoi », insinuant ainsi qu'ils sont incapables de présenter des arguments rationnels aux pouvoirs publics⁽³⁹⁾. La phrase « nous ne savons pas parler » (*women buhuishuo* 我们不会说) revient souvent dans la bouche des villageois affectés par les incinérateurs, en particulier quand ils évoquent les problèmes rencontrés face aux fonctionnaires. Comme l'ont montré Anna Lora-Wainwright et Bryan Tilt, les travaux qui cherchent à établir un lien entre conscience écologique et classe moyenne émergente négligent le rôle des villageois pour évaluer et atténuer l'impact de la pollution locale et y résister⁽⁴⁰⁾. Les habitants des villages n'en sont pas moins souvent conscients des inégalités structurelles entre eux et les propriétaires et de leur propre incapacité à exprimer leurs préoccupations.

Mis à part le désir de mettre en avant leur capacité à formuler des arguments et à se référer à des domaines spécifiques du discours rationnel et de la connaissance, les propriétaires utilisent également le concept de rationalité pour revendiquer une distinction sociale par rapport aux villageois en opposant la raison aux sentiments. En invoquant la rationalité, les résidents des complexes immobiliers mettent en avant leur respect du dialogue et se dissocient clairement de la passion (*jiqing* 激情) des villageois. Un autre militant, propriétaire d'une entreprise, me confie : « Nous, les résidents urbains, avons bénéficié d'une éducation et nous utilisons d'autres moyens pour gérer ces protestations. Nous ne voulons faire de mal à personne. Mais si nous n'avons aucune alternative, nous devons envisager d'autres options. Prenez les villageois [par exemple], on ne leur a laissé aucun choix. Lorsque sa vie est en danger, personne ne peut être rationnel »⁽⁴¹⁾. En caractérisant les villageois comme étant plus enclins à l'émotion, les propriétaires militants les relèguent à l'ancienne période communiste où émotions et passions étaient souvent exacerbées dans les campagnes politiques, notamment pendant la Révolution culturelle⁽⁴²⁾. Il ne s'agit pas tant ici de savoir si les villageois jouent réellement plus sur le registre des émotions que les propriétaires, mais de noter la tendance de ces derniers à insister sur l'opposition frontale entre émotion et rationalité. Pour les propriétaires, caractériser les villageois comme émotifs et leurs propres actions comme rationnelles illustre un désir de distinction sociale comme moyen d'asseoir un engagement, des stratégies et une subjectivité politiques différentes.

En Chine, le terme *baoli* (暴力) fait référence à des tactiques extrêmes ou violentes et est utilisé pour décrire toute tentative, même pacifique, de descendre dans la rue. Dans le cas des mouvements anti-incinération à Canton,

propriétaires et villageois utilisent les mêmes tactiques : pétitions et manifestations. Les propriétaires, en dépit de leur attachement à la rationalité, sont nombreux à dire que descendre dans la rue – activité plus souvent associée aux villageois et aux travailleurs en grève – est le mode de protestation le plus efficace. De plus, lorsqu'ils présentent leurs revendications, les propriétaires ne manquent jamais d'« avertir » le gouvernement, calmement mais pas toujours subtilement, que l'échec d'une approche « rationnelle » de la situation peut conduire à un incident collectif (*qunti shijian* 群体事件). Dans le bureau où l'on reçoit les doléances, assis en face des fonctionnaires municipaux, les propriétaires chuchotent entre eux assez fort pour être entendu : « le gouvernement a intérêt à prendre notre situation au sérieux s'il ne veut pas se retrouver avec un autre incident collectif »⁽⁴³⁾. Étant donné les manifestations précédentes à Canton et dans d'autres villes de Chine contre les grands projets d'infrastructure, l'avertissement ne tombe certainement pas dans l'oreille d'un sourd. En dépit de l'accent mis sur le dialogue rationnel, la menace de recourir à des moyens plus extrêmes constitue pour les propriétaires un moyen de pression politique sur le gouvernement. Bien qu'ils mettent en oeuvre des tactiques comparables à celles des villageois, les propriétaires se distinguent par la rationalité pour montrer qu'ils forment un groupe social différent ayant choisi une nouvelle forme d'engagement politique.

Au bout du compte, les propriétaires voient la « rationalité » comme une « politique de l'individu » distincte des actions sociales collectives des villageois. Ils insistent sur le fait que leur statut de propriétaire et de résident, ainsi que leur proximité par rapport aux installations, leur donnent le droit de formuler publiquement leurs inquiétudes sur l'environnement et la santé. L'une des revendications les plus fréquentes des propriétaires consiste à répéter que chaque individu peut évaluer rationnellement les projets et formuler un avis personnel. Les propriétaires affirment souvent qu'ils ne représentent qu'eux-mêmes (*wo zhi daibiao wo ziji* 我只代表我自己) et qu'ils protestent pour « leur santé » et « leur communauté » (*weile wo zijie jiankang, hanwei jiyuan* 为了我自己的健康, 捍卫家园). Bien que certains propriétaires soient plus engagés que d'autres, il existe aussi un large consensus sur la possibilité de décider des modalités de sa participation, sans avoir nécessairement besoin de s'engager à long terme. Les militants rejettent l'idée selon laquelle ils appartiendraient à une « organisation » ou à un « mouvement » et lorsqu'on leur demande comment ils se réunissent, ils insistent sur le fait qu'ils n'ont « pas d'organisation » (*women meiyou zuzhi* 我们没有组织). Cette réticence témoigne d'abord et avant tout d'une volonté de ne pas être perçu comme un mouvement subversif par l'État.

Le propriétaire militant et rationnel se distingue des leaders villageois qui s'inscrivent inévitablement dans un collectif obéissant à la hiérarchie sociale et aux considérations politiques du village. Lorsqu'on demande aux propriétaires ce qui les distingue des villageois, ils répondent souvent que ces derniers sont plus unis ou, comme le dit l'un des propriétaires, ils écoutent tous leur leader. Cette différence est également visible dans la manière dont l'État

38. Observation d'un participant du 13 juin 2013.

39. Entretien du 23 février 2013.

40. Anna Lora-Wainwright, « The Inadequate Life: Rural Industrial Pollution and Lay Epidemiology in China », *The China Quarterly*, vol. 214, n° 2, 2013, p. 302-320 ; Bryan Tilt, « Industrial Pollution and Environmental Health in Rural China: Risk, Uncertainty and Individualisation », *The China Quarterly*, vol. 214, n° 2, 2013, p. 283-301.

41. Entretien du 12 mai 2013.

42. Elizabeth J. Perry, « Moving the Masses: Emotion Work in the Chinese Revolution », *Mobilisation: An International Journal*, vol. 7, n° 2, 2002, p. 111-128.

43. Observation d'un participant du 11 mai 2013.

traite avec ces deux groupes. Un propriétaire se souvient notamment que, durant une journée de doléances, lorsque le représentant d'un village a apporté une pétition avec 500 signatures, le fonctionnaire a prétendu que ces signatures ne constituaient en fait qu'une seule et unique voix contre l'incinérateur ⁽⁴⁴⁾.

Le discours de « rationalité » ne sert pas tant à identifier différentes tactiques de protestation, mais plutôt à établir des distinctions sociales entre deux groupes de sujets politiques – les propriétaires et les villageois. La figure politique individualisée et « rationnelle » du propriétaire est diamétralement opposée à celle de leurs alliés les plus évidents, les villageois. Les propriétaires voient les villageois comme une entité collective dont certains membres sont capables de formuler des demandes politiques tandis que d'autres menacent de recourir à la violence. Les propriétaires, en revanche, se voient comme des individus logiques pouvant formuler leur résistance et engager un dialogue en s'appuyant sur la science et les connaissances. Le discours sur la rationalité enferme les villageois dans une politique de la force, tout en faisant des propriétaires des individus capables de mener une politique du dialogue pour remettre en question les technologies modernes souhaitées par l'État.

Contre l'État : la résistance rationnelle comme critique sociale de la technologie

« La rationalité consiste à agir conformément au droit, mais il est évident que notre système juridique a de nombreuses faiblesses, il est même injuste. C'est pourquoi nous devons dire [au gouvernement] ce que la population pense et ils doivent écouter. Pour moi, c'est ça la rationalité, si le gouvernement ne veut pas écouter, c'est lui qui est irrationnel » ⁽⁴⁵⁾.

Dans son compte rendu des protestations de 2009 à Panyu, Katherine Zhao s'appuie sur la théorie de la résistance par le droit proposée par Kevin O'Brien pour examiner comment les « groupes socialement mobiles » exercent une pression politique sur le gouvernement de Canton. Elle met en avant l'accès aux nouvelles technologies de l'information et le capital social des propriétaires comme des avantages prépondérants ⁽⁴⁶⁾. Les propriétaires qui s'opposent à la VED par incinération emploient des arguments qui dépassent le cadre de la « résistance par le droit » des villageois dans la théorie de Kevin O'Brien pour suggérer l'inadaptation de règles, politiques ou règlements à la situation particulière de la Chine et mettre en doute la prétendue rationalité des décisions prises en premier lieu par le gouvernement. Les citoyens urbains « bien informés » sont tout à fait conscients du fossé qui existe entre les mesures prises en haut lieu et leur mise en œuvre au niveau local, mais dans le cas de la VED par incinération, la technologie est validée par le gouvernement central et appliquée localement. Les citoyens qui en appellent à l'État doivent donc remettre en question la logique d'une technologie soutenue par les pouvoirs publics à chaque échelon administratif, du comité de gestion municipale de l'arrondissement urbain au bureau provincial de la protection de l'environnement. Alors que le respect des lois et règlements locaux reste un problème, en particulier sur la participation du public aux études d'évaluation de l'impact environnemental (EIE), les demandes formulées par les militants environnementaux urbains ont la caractéristique spécifique d'aller au-delà d'un appel au respect des procédures par les responsables locaux pour questionner la logique étatique d'une dépendance aux solutions technologiques.

L'emploi stratégique du terme « rationalité » par les propriétaires situe leur opposition dans des modes discursifs moderne, logique et scientifique.

Cependant, au lieu de faire valoir des spécificités technologiques ou des faits scientifiques, les propriétaires s'appuient sur une critique de la société pour exprimer ce qu'ils estiment être la rationalité ou l'irrationalité des méthodes de traitement des déchets. Lorsqu'ils formulent des revendications auprès du gouvernement, les propriétaires pointent du doigt l'irrationalité des projets publics, en les accusant de servir les intérêts des entreprises, en présentant la complexité de la mise en œuvre et en offrant leurs propres solutions, plus scientifiques, au problème des déchets. Les propriétaires urbains pensent, contrairement à l'État, qu'une vision rationnelle ou scientifique ne requiert pas seulement des installations de haute technologie, mais aussi une évaluation globale de la façon dont la société gère ses déchets.

Afin d'obtenir l'abandon de la VED par incinération, les propriétaires doivent trouver les moyens d'argumenter et de persuader le gouvernement municipal que la politique nationale préconisant une utilisation accrue de l'incinération est un choix irrationnel. Contrairement aux plaintes des victimes de la pollution qui établissent des listes de symptômes et recensent les personnes affectées pour démontrer la toxicité de leur environnement, les nouveaux conflits liés à l'environnement urbain commencent souvent dès le stade de la planification et du développement, avant même la construction des installations. Les militants doivent plaider leur cas en se fondant sur un « risque » présumé plutôt que sur des dommages avérés. Premièrement, ils doivent expliquer pourquoi la VED par incinération, largement utilisée en Occident, promue par une campagne gouvernementale et validée par des experts, ne doit pas être mise en place en Chine. Deuxièmement, contrairement à d'autres pays où les opposants peuvent s'appuyer sur la science et des données indépendantes pour monter un dossier, et faire appel à une tierce partie pour prélever des échantillons et faire des tests, il est difficile de faire de la « science » un allié dans le contexte politique chinois. Le discours officiel affirme avec force la sûreté des incinérateurs pour la VED. Les propriétaires m'ont expliqué avoir dans un premier temps contacté plusieurs experts qui ont officieusement mis en doute la fiabilité des incinérateurs, mais peu étaient prêts à l'affirmer publiquement. De plus, les militants n'ont pas la possibilité de faire vérifier les données sur les émissions par une tierce partie. Sous (ce que les militants soupçonnent de relever de) la pression politique, les laboratoires qu'ils contactent se rétractent souvent à la dernière minute. Enfin, étant donné le manque d'accès aux versions complètes des rapports d'impact environnemental et de données d'émissions, il est difficile de prouver d'éventuelles irrégularités des installations en fonctionnement.

L'émergence des citoyens experts est l'une des caractéristiques fondamentales des controverses sur les technologies et, à cet égard, la Chine ne fait pas exception ⁽⁴⁷⁾. Les propriétaires résidents ont accès à une grande variété de ressources. Ils savent utiliser internet et disposent des compétences et des connaissances pour comparer le fonctionnement des incinérateurs dans différents pays. Les propriétaires ont également la possibilité de consulter des professionnels disposant de l'expertise nécessaire qui vivent dans le même complexe immobilier qu'eux. En Chine cependant, les citoyens se méfiant fortement de l'influence de la politique sur la science, les propriétaires se détournent d'une argumentation purement scientifique pour axer

44. Entretien du 15 août 2010.

45. Entretien du 5 avril 2013.

46. Katherine Zhao, « Boundary-Spanning Contention: The Panyu Anti-Pollution Protest in Guangdong, China », *Stanford Journal of East Asian Affairs*, vol. 11, n° 1, 2011, p. 17-25.

47. Thomas Johnson, « Environmentalism and NIMBYism in China: promoting a rules-based approach to public participation », *Environmental Politics*, vol. 19, n° 3, 2010, p. 430-448.

leur raisonnement sur la question de la mise en œuvre de la technologie dans leur pays. En invoquant l'application du principe de précaution contre les dommages environnementaux, les citoyens souhaitent faire valoir le point de vue des non-spécialistes. Michel Callon a observé que l'objectif du citoyen concerné n'est pas tant « la recherche d'une preuve consolidée et reproductible, mais l'édification progressive d'hypothèses, combinant données théoriques et observations empiriques, données objectives et subjectives » (48). La résistance rationnelle dépend de la capacité des citoyens activistes à construire progressivement une hypothèse plausible qui s'appuie sur diverses sources de connaissances, à la fois objectives et subjectives, pour présenter leurs revendications.

Le rejet rationnel par les propriétaires de la VED par incinération n'est pas tant fondé sur une « science » du domaine que sur un manque de confiance quant à la manière dont les projets seront mis en œuvre sur le terrain. Les opposants en appellent à « une exception chinoise » qui expliquerait pourquoi des technologies considérées comme sûres au Japon et en Europe sont susceptibles de ne pas fonctionner en Chine. Plutôt que de débattre des avantages de la technologie en elle-même, ils pointent du doigt les conditions réelles de fonctionnement des incinérateurs dans leur ville – le manque de normes environnementales appropriées, la combustion de matériaux mixtes due à l'absence de programme efficace de recyclage et la faiblesse des moyens de surveillance des niveaux de pollution.

En effectuant des recherches en ligne, les citoyens font des comparaisons entre la Chine et d'autres pays développés, notamment ceux qui partagent des formes urbaines et des traditions culturelles similaires, comme le Japon et Taiwan. Les propriétaires remettent d'abord en question les conditions globales d'une combustion sûre étant donné la tendance des entreprises chinoises à tailler dans les coûts de production. Pour reprendre l'expression d'un des propriétaires que j'ai interrogés, ces entreprises respectent les normes le jour (pendant que les inspecteurs sont actifs) et émettent la nuit (quand personne ne surveille) (49). Les militants ont relevé les plaintes existantes concernant le seul incinérateur de la ville qui valorise les déchets – érigé en projet modèle par les responsables municipaux –, plus particulièrement les accusations des villageois affirmant que l'incinérateur fonctionne en dessous de la température recommandée (50). Propriétaires et villageois remettent en question l'efficacité de la technologie, mais le premier groupe dénonce explicitement le problème de sa mise en œuvre comme résultant d'une politique irrationnelle de gestion des déchets, en mettant en avant l'impossibilité de considérer l'incinération comme sûre en Chine alors même que le projet modèle de la ville connaît de nombreux problèmes.

Le manque de programme de recyclage en Chine et la combustion de matériaux mixtes qui s'ensuit constituent un second point de contentieux. Les militants prennent en exemple les pays européens pour montrer l'importance du recyclage afin de prévenir l'émission de toxines par les incinérateurs. Comme l'indiquent les résidents, « [ils] nous disent qu'ils utilisent une technologie dernier cri du Danemark, mais pourquoi [les incinérateurs] fonctionnent si bien au Danemark ? Parce qu'ils recyclent leurs déchets depuis plus de 30 ans » (51). Les militants de Huadu affirment que la proximité d'installations industrielles, comme les usines de cuir locales, implique la combustion de déchets ménagers, mais aussi de lanières de cuir et autres déchets industriels. L'argument de la combustion de matériaux mixtes illustre bien la critique plus profonde relative à la mauvaise gestion du cycle des matériaux se traduisant par une production accrue de substances toxiques. L'échec du tri des déchets et sa critique lient la question de la sécurité de la VED par incinération au problème plus large de la mise en place

de programmes de recyclage gérés par les municipalités en Chine. Ainsi, l'enjeu dépasse largement les questions de hautes technologies pour toucher à des problèmes cruciaux de coopération et d'engagement des gouvernements et des citoyens vis-à-vis des programmes environnementaux.

Enfin, les militants soulignent l'absence de systèmes publics et transparents pour la surveillance et l'évaluation environnementales. Ils s'appuient également sur un réseau de voisins, ingénieurs spécialisés ou professionnels de l'environnement, pour dénoncer l'inexpérience des opérateurs sélectionnés par les pouvoirs publics. Selon eux, l'inadaptation des normes augmente le risque et l'incertitude liés au fonctionnement des incinérateurs en Chine. Un résident rappelle que plus de 20 contaminants différents émis par des incinérateurs sont surveillés au Japon alors qu'une simple demande adressée au bureau de l'environnement pour la publication de données sur dix polluants d'un incinérateur de Canton n'a fait l'objet que d'une réponse incomplète (52). Un autre propriétaire résume ainsi le problème : « [Le gouvernement] nous promet que la technologie chinoise est très avancée, mais nous avons une structure de gestion de troisième catégorie » (53).

Conclusion : Conflits sur l'environnement urbain, nouvelles pressions et divisions

Avec le développement toujours plus rapide et toujours plus loin des villes chinoises, la planification, la construction et l'exploitation des infrastructures urbaines feront l'objet d'une attention accrue des résidents. La résistance des propriétaires à la VED par incinération à Canton constitue un exemple marquant de l'émergence des conflits sur l'environnement urbain en Chine. Je soutiens la théorie selon laquelle la « résistance rationnelle » est l'un des moyens fondamentaux choisis par les résidents des complexes immobiliers pour circonscrire leur logique, dépolitiser leurs actions et faire appel aux canaux institutionnels. Cependant, cette invocation de la raison et des fonctions cognitives constitue avant tout pour les propriétaires mobilisés un moyen de se distinguer des villageois et de l'État. Cette volonté explicite de se différencier des villageois illustre la différence de nature et d'efficacité des moyens mobilisés par les urbains et les ruraux vivant en périphérie face à la science et à la technologie. La tendance des propriétaires à établir une division entre leurs revendications et celles des villageois en utilisant le champ conceptuel de la rationalité témoigne, à travers les protestations anti-incinération, de la formation d'un nouveau sujet politique et de nouvelles méthodes de résistance. Alors que les propriétaires urbains se livrent à un nouveau type « rationnel » de critique, l'action des villageois est reléguée à une forme obsolète d'engagement politique. Ces distinctions soulèvent des questions sur les formes de coopération, d'exclusion et de différenciation qui se font jour entre urbains et ruraux dans un contexte de protestation et de résistance sur les problèmes d'environnement urbain. La résistance rationnelle, plus qu'un nouveau mouvement *Nimby*, incarne une critique plus large des technologies imposées

48. Michel Callon, Pierre Lascoumes et Yannick Barthe, *Agir dans un monde incertain : Essai sur la démocratie technique*, Paris, Le Seuil, 2001, p. 295.

49. Entretien du 7 février 2013.

50. Li Jiawen, « L'incinération à 850°C à Likeng peut-elle dissoudre les sacs plastique ? » (en chinois), *Xinkuai News*, 24 août 2012.

51. Entretien du 5 avril 2013.

52. Entretien du 29 juin 2013.

53. Entretien du 5 avril 2013.

par l'État et un désir d'établir des distinctions sociales entre deux groupes de sujets politiques urbains.

L'accent mis sur la nécessaire « rationalité » des choix technologiques par les propriétaires remet également en question les ambitions de modernisation des pouvoirs publics. Les propriétaires dressent des listes de raisons concrètes expliquant pourquoi l'incinération n'est pas adaptée à la Chine en se fondant sur une critique plus profonde des flux d'échanges au sein de la société et en dénonçant le fossé entre l'incapacité de la Chine à installer des infrastructures modernes et sa promesse de bâtir des villes au rayonnement international. En montrant la différence entre les incinérateurs chinois et occidentaux, les militants urbains se livrent à une critique politique de la société, plus spécifiquement du manque de gestion environnementale et de régulation sociale sur les infrastructures et technologies urbaines. Plus important encore, ils pointent du doigt l'incapacité des structures publiques de surveillance de la pollution à inspirer confiance à la population. Le problème de la gestion des déchets, aux yeux des propriétaires, est plus social que technologique.

L'accent mis sur la rationalité a également des implications sur les études de science et technologie (*science and technology studies*) en dehors du contexte occidental. Plutôt que de voir les conflits impliquant des citoyens comme une variation du *Nimby*, je pense qu'il est plus intéressant d'analyser les revendications spécifiques des propriétaires pour illustrer l'irrationalité dont l'État fait preuve en voulant apporter aux problèmes sociaux des solutions technologiques. Selon moi, ces revendications ne se réduisent pas à une tentative de défense des intérêts locaux, mais elles sont porteuses d'une critique sociale plus large des politiques d'infrastructure urbaine. Les spécialistes des études de sciences et technologie estiment que la séparation de la science et de la société n'est qu'une illusion et un produit dérivé de la modernité⁽⁵⁴⁾. En Chine, ce fait s'impose avec une évidence particulièrement douloureuse aux citoyens activistes⁽⁵⁵⁾. La résistance du public aux technologies imposées par l'État s'appuie sur de nouvelles formes de connaissance et offre une critique politique générale de la réalité de l'incinération en Chine. Ainsi, la Chine présente des différences intéressantes par rapport à l'Occident pour le champ des études des sciences et technologies, plus particulièrement au regard de l'analyse des conflits sur les technologies et de leur réception publique. L'attitude des propriétaires activistes révèle une ambivalence profonde envers la modernité chinoise, et envers la science et la technologie. D'un côté, ils s'approprient le discours rationnel comme étendard de leur logique et de leurs motivations, et pour se distinguer des autres acteurs de la résistance urbaine, à savoir les villageois. Mais de l'autre, les citoyens sont très critiques vis-à-vis de la revendication et de l'utilisation de la rationalité par l'État pour promouvoir la construction de villes modernes.

La résistance rationnelle se comprend au mieux comme étant à la fois une stratégie de protestation et un ensemble de nouvelles demandes des protestataires urbains. Cette approche revêt une importance particulière à un moment où le dialogue entre les citoyens et le gouvernement sur les problèmes environnementaux se généralise et prend place sur diverses plates-formes. Le débat public sur les déchets et les gestes d'ouverture de l'État ont créé de nouvelles voies et de nouvelles opportunités pour la participation citoyenne. La couverture médiatique et la multiplication des forums de discussions sur *Weibo*⁽⁵⁶⁾ ont fait de la question des déchets un thème majeur de débat public. Par ailleurs, le *Southern Media Group*, l'un des groupes de presse chinois les plus libéraux, a joué un rôle actif lors des manifestations de 2009 à Panyu, ce qui en a fait l'une des manifestations

anti-incinération les plus médiatisées de Chine. L'intérêt porté par une ONG locale au recyclage a dépassé le mouvement de l'arrondissement de Panyu et de nombreuses conférences publiques ont été organisées en 2012. Ces dialogues font écho à ce que les spécialistes des études des sciences et technologies appellent le développement de « forums hybrides » où scientifiques, experts, militants et citoyens concernés se réunissent pour former un collectif⁽⁵⁷⁾.

La nature et les effets des conflits sur l'environnement urbain en Chine ne sont pas encore fixés, et les mobilisations de propriétaires pourraient ouvrir de nouvelles pistes et potentiellement renforcer les divisions actuelles à travers de nouveaux forums et modes d'engagement. Qui peut, au sein de ces « forums hybrides » émergents, parler en leur nom et les représenter devant l'État ? Le débat sur l'incinération en milieu urbain à Canton illustre comment, à travers la notion de « rationalité », les propriétaires et les villageois se représentent comme deux catégories distinctes de militants écologistes. Ces catégories mettent au jour et accentuent la division entre urbains et ruraux en Chine dans le contexte des nouveaux engagements vis-à-vis de la science, de la technologie et de l'État. Elles soulèvent en outre d'importantes questions sur les formes d'exclusion et de collaboration qui pourraient émerger du débat politique sur l'environnement urbain en Chine.

■ Traduit par Camille Richou.

■ Amy Zhang est doctorante au sein du programme conjoint d'anthropologie, de sylviculture et d'études environnementales de l'Université Yale.

Département d'anthropologie, 10 Sachem St., New Haven, Connecticut, 06511, États-Unis (amy.zhang@yale.edu).

54. Bruno Latour, *Nous n'avons jamais été modernes*, op. cit., p. 11.

55. Susan Greenhalgh, *Just one child: science and policy in Deng's China*, Berkeley, University of California Press, 2008. Voir aussi, Xin Liu, *The mirage of China: anti-humanism, narcissism, and corporeality of the contemporary world*, New York, Berghahn Books, 2009.

56. *Weibo* est un média social chinois similaire à Twitter.

57. Michel Callon, Pierre Lascoumes et Yannick Barthe, *Agir dans un monde incertain*, op. cit., p. 233.